

Ed. J. L. L. L.
ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

DE

L'EXPERT MÉDICO-LÉGAL

en France , en Allemagne (Prusse) et en Suisse
(cantons de Berne et Vaud).

Par le Dr Edouard REICHENBACH

DISSERTATION INAUGURALE

PRÉSENTÉE A LA

Faculté de médecine de l'Université de Berne.

Le Doyen : Dr Th. KOCHER ;
professeur de clinique chirurgicale.

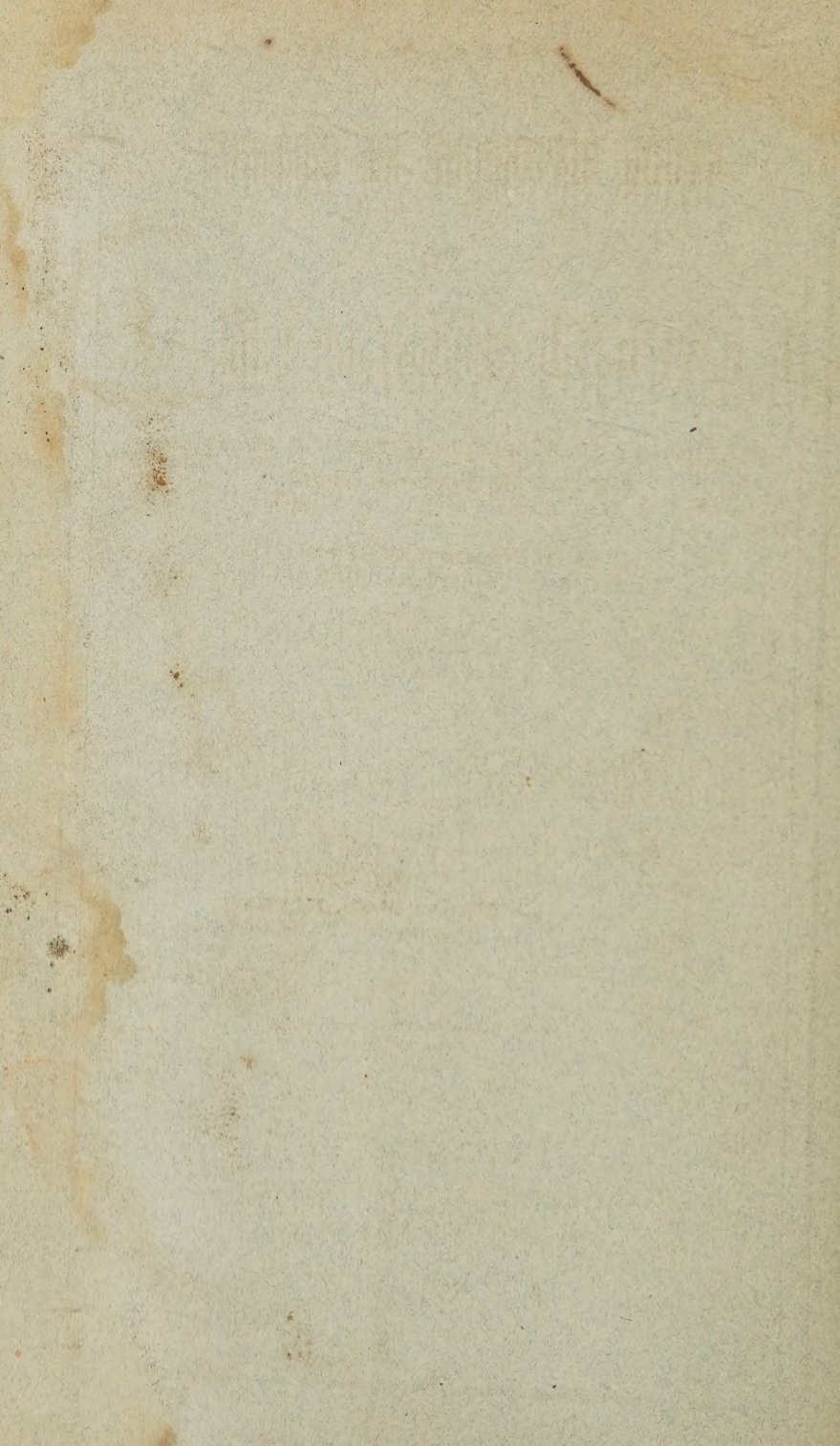
LAUSANNE

IMPRIMERIE LUCIEN VINCENT

Rue Pépinet, 3, et ruelle St-François.

—
1875

Lane Medical Library



ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

DE

L'EXPERT MÉDICO-LÉGAL

en France , en Allemagne (Prusse) et en Suisse
(cantons de Berne et Vaud).

Par le Dr Edouard REICHENBACH

DISSERTATION INAUGURALE

PRÉSENTÉE A LA

Faculté de médecine de l'Université de Berne.

Le Doyen : Dr Th. KOCHER ,
professeur de clinique chirurgicale.

LAUSANNE

IMPRIMERIE LUCIEN VINCENT

Rue Pépinet, 3, et ruelle St-François.

—
1875

Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABIE DES MATIERES

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MON TUTEUR, M. FRANÇOIS GENTON

A MON MAITRE, M. le Dr C. EMMERT

professeur de médecine légale à l'Université de Berne.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	1
I Historique	5
II Dispositions légales	13
1. France	14
2. Empire d'Allemagne et royaume de Prusse	19
A. Empire d'Allemagne	20
B. Prusse	29
3. Suisse	44
A. Canton de Berne	44
B. Canton de Vaud	47
III Critique	49

INTRODUCTION

La médecine légale étant l'application des données médico-scientifiques aux recherches juridiques n'est pas encore dans toutes ses parties une science achevée. L'incertitude qui règne dans bien des branches de la science médicale explique et justifie cette assertion. En effet, la médecine légale s'appuie, à côté d'autres éléments, sur toutes les connaissances fournies par l'anthropologie. Certainement il reste là bien des choses à approfondir et à découvrir. Cependant il est un certain nombre de notions que l'on peut considérer comme certaines ou peu sujettes à erreur, à côté d'autres qui sont d'appréciation personnelle. On est en droit d'exiger que celui qui vient faire un rapport, tirer des conclusions, interpréter des faits devant un tribunal et par conséquent influencer ses décisions, ait fait preuve de cette étude à un moment où l'organisation de la société

permet ce contrôle dans une certaine mesure. Aussi voyons-nous le législateur comprendre cette nécessité qui ne soulève, présentée de cette façon, aucune discussion. Au point de vue de l'instruction juridique et dans la pratique, il peut être précieux pour le juge de ne pas être retenu dans ses recherches par trop de restrictions dans les moyens à employer pour arriver à la connaissance de la vérité. C'est le principe de la libre appréciation des preuves par le juge d'instruction, dans la recherche des crimes et délits, qui pousse à lui faire donner le droit de choisir l'expert qui l'assistera dans cette tâche, et à lui laisser décider la compétence personnelle de cet expert légalement autorisé dans l'espèce. Voilà les causes des différences que nous constatons dans les divers pays où nous étudions ce point spécial de la *désignation du médecin légiste ou expert médico-légal*. En France d'un côté, en Prusse de l'autre, se trouvent les deux extrêmes ; autre part on a tâché de réunir ces deux systèmes. Ainsi en Suisse, dans le canton de Vaud et dans le canton de Berne, où nous devons considérer aussi ce sujet. Nous en avons choisi l'organisation comme exemple pour des raisons indépendantes du travail en lui-même. Auparavant, il nous paraît nécessaire d'exposer l'historique de la question, qui nous permettra d'apprécier le développement de la notion de l'expert médico-légal et des divergences actuellement existantes ; cela nous expliquera comment

nous voyons en Prusse une organisation peut-être trop complète, l'expert médico-légal devenant un fonctionnaire de l'Etat, tandis qu'en France il se trouve désigné arbitrairement par un officier de police juridique ou autre (suppléant, cas échéant, le juge d'instruction), du moment que cet expert est présumé compétent par le fait d'occupations habituelles plus ou moins du même ordre.



I

HISTORIQUE

L'emploi de l'expert médico-légal dans les recherches de justice est relativement moderne. Les auteurs ont rassemblé les traces que l'on trouve dans l'antiquité à propos de cette institution; elles sont peu nombreuses. Dans les livres de Moïse, certaines dispositions sur les signes de la virginité (Deutéronome, XXII, 13-21), sur l'examen des lépreux (Lévitique, XIII) semblent avoir pour conséquence directe un examen de personnes expertes. Chez les Grecs, aucune trace de médecine légale; chez les Romains, Numa Pompilius (715-673 av. Jésus-Christ), à côté de préceptes d'hygiène, de la prescription de l'opération césarienne (*lex regia*), établit des lois sur la tutelle à donner aux aliénés (Tab. V, frag. 7). Dans les digestes de Justinien (527-565 ap. J.-C.), on voit les sages-femmes, personnes médicales, décider des grossesses douteuses (Digest. Lib. 25, Tit. 4. De *inspicendo ventre custodiendoque partu*, 1). De médecins proprement dits appelés à constater un fait en justice, on ne rencontre aucune trace positive, quoiqu'il y eût chez les Romains des médecins fonctionnaires. (Archia-

tri populares), créés sous les derniers empereurs (IV^e siècle ap. J.-C.).

Dans les lois des Alemanes (VI^e siècle ap. J.-C.) se trouve prescrit l'examen par des médecins de blessures donnant lieu à des actions juridiques (*Lex Alamanorum, Capitulum LIX*). Le droit canon renferme aussi des dispositions sur cet objet. Aux XII^e et XIII^e siècles, le roi Roger II d'Apulie et Sicile et l'empereur Frédéric II mettent des lois en vigueur pour la police médicale. Il est à supposer que l'on demandait en justice l'avis des médecins, les amendes se trouvant proportionnées à la gravité des blessures. Hugo de Lucques est astreint à Bologne, en 1249, à donner son avis (*Hæser, Gesch. d. Med.*, p. 370), et l'on trouve un décret du pape Innocent III, en 1209, qui parle comme d'une chose usuelle de l'emploi des médecins pour apprécier les blessures (*Decretalium Gregor. Lib. V, Tit. XII, Cap. XVIII, 1209*).

Charles-Quint eut le mérite de faire de cet usage une disposition légale pour tout l'empire allemand. En 1532, il publia la constitution Caroline. Les articles 147 à 149 exigent une expertise de chirurgiens dans les cas de blessures ; ces chirurgiens furent bientôt remplacés par des médecins, de même qu'on substitua ceux-ci aux sages-femmes dans les cas d'accouchement clandestin et d'infanticide. La cause en fut dans le discrédit que s'étaient attiré les chirurgiens à cette époque. La constitution de Bamberg, parue en 1507, paraît avoir été imitée dans cette disposition par la constitution Caroline, puis par les lois de Hesse en 1535, par celles de Bran-

denbourg en 1582, etc. Au XVII^e siècle, on commence à prescrire l'autopsie des cadavres pour l'examen juridique des blessures ayant amené la mort. *Ambroise Paré* écrivait, en France, à la fin du XVI^e siècle, son « *Traité des Rapports.* » Le premier ouvrage de longue haleine sur la médecine légale fut publié en Italie (1602) par *Fortunatus Fidelis*, médecin à Palerme ¹, puis vint encore en Italie *Paulus Zacchias*, médecin du pape, dont les œuvres parurent en 1621 ². Dès lors on constate un phénomène assez curieux dans la marche de la science médico-légale et dont on pourrait peut-être trouver la cause dans les institutions alors existantes. Tandis qu'en Allemagne on voit les traités de médecine légale se succéder sans interruption et prendre toujours plus d'importance, en Italie, en France, en Angleterre se trouve une sorte de lacune. Il faut arriver, en France, jusqu'à *Mahon* et *Fodéré* (1799), à la fin du XVIII^e siècle, puis *Orfila* (1828), pour trouver ensuite les œuvres tout à fait modernes de *J. Briand*, *Ern. Chaudé* et d'*Alph. Devergie* ³. On cite cependant, à la fin du

(¹) *Fortunati Fidelis* De relationibus medicorum libri IV. 1602.

(²) *Pauli Zacchiæ* Quæstiones medicolegales. Romæ, 1621.

(³) *Tr.-Em. Fodéré*. Les lois éclairées par les sciences physiques, ou traité de médecine légale et d'hygiène publique. 3 vol. Paris, An VII. — *Orfila*. Leçons de médecine légale. 3 vol. Paris et Bruxelles. 1828. — *Traité de médecine légale*. Paris, 1847. — *J. Briand* et *Ern. Chaudé*. Manuel complet de médecine légale, contenant un traité élémentaire de chimie légale, par J. Bouis. Paris, 1828. 9^e édition. Paris, 1873. — *Alph. Devergie*. Médecine légale théorique et pratique avec le texte et l'interprétation des lois. 2 vol. Paris, 1836, édition 1852.

XVII^e siècle, Gendry et Blégnny, au commencement du XVIII^e Devaux, mais qui ne sont guère tenus pour des autorités originales.

En Allemagne, au contraire, après la publication de l'œuvre de *Fidelis* par Paul *Ammann* (Leipzig, 1674), nous trouvons les livres de Joh. *Bohn* (1689), *Teichmeyer* (1722), *Hebenstreit* (1751), *Plenk* (1781), *Albert von Haller* (Bern, 1782), *Metzger* (1793), traduit en français par Ballard (1843), et dès lors jusqu'à nos jours, une littérature infiniment plus fournie et plus nombreuse parmi lesquels se fait surtout remarquer dans la première moitié du XIX^e siècle, *Adolf Henke*, professeur à l'université d'Erlangen (voir pour mémoire « *Lehrbuch der gerichtlichen Medicin.* » von Dr *Ernst Buchner*, München, 1867, édit. 1872. p. 13 ; chap. Literatur).

Les ouvrages tout à fait modernes les plus appréciés et qui ont le plus d'influence sur les études médico-légales en Allemagne sont certainement le traité de médecine légale de *J.-H. Schürmayer* (1848), 4^e édition 1874, celui du professeur *J.-L. Casper* (1857, traduit en italien (1859), en français (1862), en anglais (1862) et en hollandais (1865 et 1866), et celui du professeur *Ernst Buchner* (1867), traduit en hollandais (1871), qui semble être très approprié à son but.

Actuellement encore nous ne trouvons en France qu'une seule publication périodique traitant de la médecine légale : *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*. Paris 1829. 4 livraisons, continuant à paraître. En Allemagne les revues affectées tout spécia-

lement à la médecine légale sont en ce moment au nombre de quatre : *Deutsche Zeitschrift für die Staatsarzneikunde*. Erlangen. 2 livraisons annuellement ; — *Friedrichsblätter für gerichtliche Medicin von Ernst Buchner*. Nürnberg. 6 livraisons. — *J.-L. Casper, Vierteljahrschrift für gerichtliche und öffentliche Medicin*, von *Herm. Eulenberg*. Berlin. 4 livraisons. — *C. Canstatt Jahresbericht über die Fortschritte der Staatsarzneikunde*. Würzbourg (Buchner. Lehrbuch der Gerichtlichen Medicin, p. 16-17).

L'historique du développement de l'étude de la médecine légale dans les universités allemandes donne une explication de cette activité plus grande. A la suite des lois de Charles-Quint, le besoin de principes arrêtés pour bien des points de la médecine légale eut pour suite immédiate des recherches nombreuses. Les médecins même ne satisfaisaient plus les tribunaux, et l'on se servit comme corps consultatif des ressources qui existaient déjà, des universités. On retrouve encore les documents qui servirent à ces consultations et les consultations elles-mêmes. Un grand nombre de ces relations ont été publiées et sont énumérées par le traducteur du traité de médecine légale de J.-L. Casper, M. Gustave Germer-Baillière ¹. D'autres sont encore citées par le Dr E. Buchner à côté de collections plus personnelles ².

(¹) *Valentin* (pandectes médico-légales). — *Albert* (système de jurisprudence médicale). — *Zittmann* (600 observations, Leipzig). — *Richter* (90 observations, Leipzig). — *Tropanegger*, *Fritzsche*, *Clauser*, *Schlegel*, *Ploucquet*, *Elbert*, *Moritz*.

(²) *Jcs. Maschka*. Faculté de Médecine de Prague, etc. (Voir

Dès la fin du XVII^e siècle, il fut créé des chaires de médecine légale dans les universités d'Allemagne, plus de cent ans avant qu'on en puisse constater en France, en Angleterre et en Italie.

De nos jours, l'étude de la médecine légale a fait un grand progrès dans les universités allemandes. Le cours a cessé d'être purement théorique ; les élèves assistent aux autopsies médico-légales, par exemple. Un institut pratique a été créé à Berlin pendant l'été de 1833 pour l'étude de la Médecine légale. On mit à sa tête le Stadtphysikus W. Wagner et après lui Casper. Les étudiants appelés à assister aux expertises médico-légales éventuelles jurent le secret des opérations et font chacun leurs remarques et leur rapport. A Munich, l'autorisation d'admettre les étudiants aux expertises médico-légales fut accordée en 1865. Cette innovation a des avantages pratiques dont il est inutile de développer l'importance. Ce côté pratique s'impose si fortement, que nous voyons le Dr Hohnbaum, in Hildburghausen, Medicinalrath, dans une publication périodique (Gerichtssaal von Dr L. von Jagemann. Erlangen. 1853. A) proposer d'établir des discussions médico-légales pour exercer les médecins dans les rapports oraux qu'ils peuvent avoir à faire devant les tribunaux. Nous ne croyons pas que cette proposition ait été prise en considération.

L'historique des institutions pour police judiciaire et médecine légale en Prusse offre aussi un grand intérêt

Lehrbuch der Gerichtlichen Medicin von der Dr Buchner, p. 16; Sammlungen von Gutachten).

au sujet de l'état actuel de cette organisation plus que complète. On trouve comme première trace quelques arrêtés de police médicale de l'Electeur Johann-Georges (1573). En 1655, le Grand-Electeur crée une autorité médicale centrale, le Collège médical (*Collegium medicum*). En 1724 furent créés les collèges médicaux de province. Depuis 1719 il existait un Collège de santé central (*Collegium sanitatis*) et des collèges de province avec des attributions différentes des précédents. Ils furent tous réunis en 1799 sous un *Obercollegium medicum et sanitatis*. En 1808, les pouvoirs de l'*Obercollegium medicum et sanitatis* passèrent à une section du Ministère de l'Intérieur. Immédiatement sous la direction administrative de celle-ci fut placée la « Députation scientifique » (*Wissenschaftliche Deputation*), institution qui fonctionne encore de nos jours et dont nous aurons à étudier l'organisation pour nous rendre compte des garanties que l'Etat a assurées en Prusse à la justice par le contrôle des rapports des experts médico-légaux. En 1817, il fut établi, en dehors du Ministère de l'Intérieur, un Ministère des Cultes et de l'Instruction publique, dans le ressort duquel on transféra aussi les affaires médicales.

Toutes ces causes : l'introduction dans la loi de l'expertise médico-légale obligatoire à une époque antérieure, les exigences des tribunaux qui en furent le résultat, l'organisation de la police médicale et du service de santé et la création des corps consultatifs, l'enseignement de la science médico-légale introduit de

bonne heure dans les universités et devenant pratique, peuvent expliquer l'activité plus grande que nous avons trouvée dans la science allemande.



II

DISPOSITIONS LÉGALES

Nous réunissons dans ce chapitre les lois qui nous ont semblé influencer sur le caractère et la position de l'expert médico-légal en France, dans l'empire d'Allemagne et en Prusse, et, pour la Suisse, dans les cantons de Berne et de Vaud. Nous y avons joint quelques appréciations qui y trouvaient mieux leur place que dans nos conclusions.

1. France.

Les diverses dispositions légales que nous trouvons dans les codes français, relativement à la désignation de l'expert médico-légal, par l'officier de justice chargé de l'instruction criminelle, semblent être quelquefois en contradiction les unes avec les autres.

La loi du 19 Ventôse, an XI (10 mars 1803), relative à l'exercice de la médecine, statue sur ce point spécial comme suit :

« Art. 27. A compter de la publication de la présente loi, les fonctions de médecins et chirurgiens-jurés appelés par les tribunaux..... ne pourront être remplies que par des médecins ou des chirurgiens reçus selon les formes anciennes ou par des docteurs reçus suivant celles de la présente loi. »

Cette même loi (art. 5 et suivants) règle la façon dont les examens doivent avoir lieu et les épreuves auxquelles le candidat est soumis. Ce sont là les garanties offertes à la justice. Ces épreuves ont été modifiées par plusieurs arrêtés de l'Université (22 octobre 1825-11 octobre 1831-7 septembre 1846) et portent aussi sur la médecine-légale.

En revanche, les art. 43 et 44 du Code d'instruction criminelle sont ainsi conçus :

« Art. 43. Le procureur-impérial, lorsqu'il se transporte sur les lieux, se fera accompagner *d'une ou deux*

personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit.

« Art. 44. *S'il s'agit d'une mort violente ou d'une mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le procureur-impérial se fera assister d'un ou de deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.*

» Les personnes appelées dans le cas du présent article et de l'article précédent, prêteront, devant le procureur-impérial, le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience. »

Cette introduction dans la loi du mot officier de santé, a donné lieu à bien des controverses. Nous trouvons les auteurs d'opinions entièrement contraires, les uns se rattachent à la loi du 19 Ventôse, an XI, d'autres la considérant comme modifiée par l'art. 44 du Code d'instruction criminelle, d'autres enfin partageant le différend et accordant à l'officier de santé le droit de faire un procès-verbal, mais non de faire un rapport avec ses conclusions.

Boitard, professeur à la Faculté de droit de Paris, reconnaît qu'on peut appeler un officier de santé pour les premières constatations, mais il attribue aux docteurs seuls le droit de témoigner comme médecins-jurés devant les tribunaux.

Orfila, dans son traité de médecine-légale, nie à l'officier de santé le droit de faire un rapport, tandis qu'il lui accorde celui de faire un certificat.

Chaussier (Recueil de mémoires, consultations, etc.,

page 238) ne croit pas un officier de santé apte à fonctionner dans tous les cas.

Contrairement, MM. J. Briand et Ernest Chaudé considèrent dans leur manuel complet de médecine légale, le mot officier de santé comme un terme générique. Ils donnent pour raisons qu'il est employé ainsi non-seulement dans l'art. 44 du Code d'instruction criminelle, mais encore dans les art. 460, 317 et 378 du Code pénal. On y lit : « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé. »

Enfin un arrêt de la Cour de cassation, du 2 avril 1842, décide la question au point de vue de l'application : « Sur le moyen de cassation pris de ce qu'un officier de santé aurait procédé à l'autopsie de la victime des coups et blessures, attendu, en droit, que l'art. 44 du Code d'instruction criminelle, prescrit seulement au procureur du roi de se faire assister d'un ou de deux officiers de santé, qu'aucune disposition du même code n'impose au Juge d'Instruction des obligations autres ou plus étroites. — Rejette. »

Or les épreuves exigées pour l'obtention du diplôme d'officier de santé, ne comprennent pas, à notre connaissance, la médecine légale, pas plus que celles prescrites pour les diplômes des pharmaciens de 1^{re} et 2^{me} classe, des sages-femmes. Tous peuvent être requis par les officiers de justice ¹ ainsi que des professeurs, des

(¹) Cette assertion ressort évidemment de l'art. 43 du Code d'instruction criminelle, et elle est confirmée pour les sages-femmes par l'art. 15 du tarif des frais en matière criminelle : Les honoraires et vacations des médecins, chirurgiens, sages-femmes,

chimistes à diplôme, etc. Le Juge d'Instruction ou son suppléant présume de la capacité d'appréciation d'après l'art ou la profession exercée par la personne qu'il appelle à la fonction d'expert médico-légal.

Il semblerait que cette latitude laissée à l'Instruction ait eu des inconvénients. Une instruction ministérielle du 30 septembre 1826, renouvelée le 16 août 1842, recommande aux magistrats et officiers de police judiciaire, de ne confier les opérations en médecine légale « qu'à des hommes instruits, expérimentés et capables de les bien faire », attendu que « quand même il serait possible de recommencer avec succès, ce qui a été mal fait dans le principe, il en résulterait toujours un surcroît de dépense, qu'on aurait prévenu par un choix plus éclairé. »

Chaque Cour d'appel est exhortée à faire choix à l'avance d'hommes expérimentés dans chaque partie des sciences médicales et à se les attacher de manière à être assurée de les retrouver au moment du besoin. Les Procureurs de la République doivent aussi choisir à l'avance, dans chaque canton, les médecins les plus dignes de leur confiance et en envoyer la liste à leurs auxiliaires en leur recommandant de les appeler, de préférence à tous autres, pour les expertises qu'ils seraient dans le cas de faire avant d'avoir pu en référer au Ministère public.

à raison des opérations qu'ils feront, sur la réquisition de nos officiers de justice ou de police judiciaire, dans les cas prévus par les art. 43, 44, 148, 332 et 535 du Code d'instruction criminelle, seront réglés ainsi qu'il suit, etc., etc.

Cet acheminement à un autre système, qui n'est qu'un mode indirect de désigner, une fois pour toutes, les personnes qui doivent être appelées en cas d'expertise médico-légale, est souvent impraticable. Aussi beaucoup de Cours de justice n'observent pas l'instruction ministérielle, et dans bien des cantons le Procureur n'a pu faire ce choix qui lui est recommandé. En dernière analyse, il ressort que ce n'est pas le mode de désignation des experts en lui-même qui est changé, mais simplement le magistrat qui désigne les experts. Son opinion personnelle fait autorité et dans bien des cas il doit en résulter les mêmes inconvénients que précédemment. Les ordonnances, en un mot, ne demandent pas à l'expert médico-légal outre les garanties peu satisfaisantes que nous avons énumérées, autre chose que la confiance du magistrat chargé de l'instruction criminelle et, sauf le docteur qui a passé l'examen sur la science de la médecine légale, les autres experts autorisés par les lois n'ont fourni aucune preuve de science médico-légale proprement dite, c'est-à-dire de connaissances générales et spéciales dans la recherche des crimes et délits par l'application des données scientifiques aux faits qu'on soumet à leur jugement.

— — — — —

2. Empire d'Allemagne et royaume de Prusse.

Les codes des divers pays qui ont été réunis sous le nom d'Empire d'Allemagne, sont sur le point d'être modifiés par un code allemand dont le projet a été publié et soumis aux Chambres dans l'année courante (1874). Ce projet modifie certains points généraux tout en ménageant les institutions existantes Il laisse généralement subsister en procédure le mode préexistant de désignation de l'expert médico-légal dans chaque pays. (§ 64.) Nous intercalons ici celles de ses dispositions qui peuvent avoir quelque intérêt pour notre sujet, tout en remarquant que ce que nous verrons ensuite exister en Prusse ne se retrouve pas au même degré dans les autres pays allemands. Nous ne voulons pas ici traiter le sujet au point de vue des institutions allemandes, mais, notre intention étant de faire un parallèle entre deux systèmes, nous avons dû choisir les institutions du royaume de Prusse modifiées par ce code allemand, comme représentant de la façon la plus complète un de ces systèmes, après avoir choisi le système français comme point de comparaison.

Le projet de code allemand de procédure criminelle a été élaboré par une commission nommée à cet effet par le Conseil fédéral (Bundesrath). Cette commission a motivé ses propositions; nous exposerons ses motifs dans une appendice à la suite du projet lui-même; ils

caractérisent la position faite à l'expert médico-légal dans cette nouvelle loi, qui sera mise en vigueur selon toute probabilité.

A. — EMPIRE D'ALLEMAGNE

Projet d'un Code de procédure criminelle d'après les conclusions de la commission nommée par le Conseil fédéral ⁽¹⁾.

VI^e PARTIE. — EXPERTS ET EXPERTISES.

§ 63. Le choix des experts à consulter ainsi que la désignation de leur nombre est de la compétence du juge.

§ 64. Si des experts ont été nommés officiellement pour certains genres d'expertise, il ne faut choisir d'autres personnes que lorsque le cas particulier l'exige.

⁽¹⁾ *Entwurf einer deutschen Strafprozessordnung nach den Beschlüssen der von dem Bundesrath eingesetzten Commission.*

VI^{ter} Abschnitt. Sachverständige und Augenschein.

§ 63. Die Auswahl der zuzuziehenden Sachverständigen und die Bestimmung ihrer Anzahl erfolgt durch den Richter.

§ 64. Sind für gewisse Arten von Gutachten Sachverständige öffentlich bestellt, so sollen andere Personen nur dann gewählt werden, wenn die besonderen Umstände des Falles dies erfordern.

§ 65. Ein Sachverständiger kann aus denselben Gründen, welche zur Ablehnung eines Richters berechtigen, abgelehnt werden. Ein Ablehnungsgrund kann jedoch nicht daraus entnommen werden, dass der Sachverständige als Zeuge vernommen worden ist.

Das Ablehnungsrecht steht der Staatsanwaltschaft, dem in dem Verfahren als Kläger auftretenden Verletzten und dem Beschuldigten zu. Die ernannten Sachverständigen sind den zur Ablehnung Berechtigten auf Verlangen namhaft zu machen.

§ 66. Der zum Sachverständigen ernannte hat der Ernennung

§ 65. On peut récuser un expert pour les motifs qui donnent le droit de récuser un juge. Cependant on ne peut pas baser un motif d'incompétence sur le fait que l'expert a été interrogé comme témoin.

Le droit de récuser un expert appartient au Ministère public, au plaignant qui se présente à l'audience comme demandeur, et au défendeur.

Les noms des experts désignés doivent être donnés sur demande à ceux qui ont le droit de refuser un expert.

§ 66. Quiconque a été désigné pour expert doit rem-

Folge zu leisten, wenn er zur Erstattung von Gutachten der erfordernten Art öffentlich bestellt ist, oder wenn er die Wissenschaft, die Kunst oder das Gewerbe, deren Kenntniss Voraussetzung der Begutachtung ist, öffentlich zum Erwerbe ausübt oder wenn er zur Ausübung derselben öffentlich bestellt oder ermächtigt ist.

Zur Erstattung des Gutachtens ist auch derjenige verpflichtet, welcher zu derselben vor Gericht sich bereit erklärt hat.

§ 67. Dieselben Gründe, welche einen Zeugen berechtigen, das Zeugniß zu verweigern, berechtigen einen Sachverständigen zur Verweigerung des Gutachtens. Auch aus anderen Gründen kann ein Sachverständiger von der Verpflichtung zur Erstattung des Gutachtens entbunden werden.

Die Vernehmung eines öffentlichen Beamten als Sachverständiger findet nicht statt, wenn die vorgesetzte Behörde des Beamten bezeugt, dass diesem wegen der Pflichten des Amtes die zur Erstattung des Gutachtens erforderliche Zeit mangelt.

§ 68. Im Falle des unentschuldigten Ausbleibens oder der Weigerung eines zur Erstattung verpflichteten Sachverständigen wird gegen denselben eine Geldstrafe bis zu dreihundert und bei wiederholtem Ungehorsam bis zu sechshundert Mark Reichsmünze festgesetzt; auch werden ihm die durch seinen Ungehorsam verursachten Kosten auferlegt. — Erfolgt nachträglich genügende Entschuldigung des Ausbleibens, so werden die gegen den Sachverständigen getroffenen Anordnungen wieder aufgehoben.

§ 69. Der Richter hat, so weit ihm dies erforderlich erscheint, die Thätigkeit der Sachverständigen zu leiten.

plir son mandat, s'il est nommé officiellement expert pour les cas du même genre, — ou qu'il pratique officiellement la science, l'art ou le métier nécessaire à l'expertise, — ou encore s'il est officiellement nommé ou autorisé à l'exercice de cette profession.

Est encore obligé de rapporter sur une expertise quiconque s'est déclaré devant les tribunaux prêt à le faire.

§ 67. Les mêmes raisons qui autorisent un témoin à refuser sa déposition, autorisent aussi un expert à refuser son expertise. Un expert peut aussi être délié de l'obligation de faire l'expertise par d'autres raisons.

§ 70. (Eid.)

§ 71. Schriftlich oder mündlich, der Richter bestimmt.

§ 72. Procedur.

§ 73. Besteht zwischen mehreren Gutachten ein Widerspruch oder findet der Richter ein Gutachten ungenügend, so kann er eine neue Begutachtung durch dieselben oder durch andere Sachverständige anordnen.

In wichtigeren Fällen kann das Gutachten einer Fachbehörde eingeholt werden.

§ 77. Die gerichtliche Leichenschau wird unter Zuziehung eines Arztes, die Leichenöffnung im Beisein des Richters von zwei Aerzten vorgenommen. Demjenigen Arzte, welcher den verstorbenen in der dem Tode unmittelbar vorausgegangenen Krankheit behandelt hat, ist die Leichenöffnung nicht zu übertragen.

Die Zuziehung eines Arztes kann bei der Leichenschau unterbleiben, wenn sie nach dem Ermessen des Richters entbehrlich ist.

Behufs der Besichtigung oder Oeffnung einer schon beerdigten Leiche ist ihre Wiederausgrabung statthaft.

§ 81. Liegt der Verdacht einer Vergiftung vor, so ist die Untersuchung der in der Leiche oder sonst gefundenen verdächtigen Stoffe durch einen Chemiker oder durch eine für solche Untersuchungen bestehende Fachbehörde vorzunehmen.

Der Richter kann anordnen, dass diese Untersuchung unter Mitwirkung oder Leitung eines Arztes stattzufinden habe.

On ne peut nommer expert un fonctionnaire public si l'autorité supérieure dont il relève, atteste qu'il ne peut disposer du temps nécessaire pour faire ce rapport à cause de ses fonctions.

§ 68. En cas d'absence non motivée ou de refus de fonctionner de la part d'un expert soumis à cette obligation, il est passible d'une amende allant jusqu'à 300 et en cas de récidive jusqu'à 600 marcs (monnaie de l'Empire). Les frais occasionnés par sa non-obéissance sont aussi à sa charge. Si dans la suite son absence est motivée par une excuse valable, les mesures prises contre lui seront annulées

§ 69. Le juge doit diriger l'activité des experts autant que cela lui paraît nécessaire.

§ 70. (Serment.)

§ 71. (Le rapport est écrit ou oral suivant l'appréciation du juge.)

§ 72. (Manière de procéder.)

§ 73. S'il y a contradiction entre plusieurs expertises, ou que le juge trouve une expertise insuffisante, il peut commander une nouvelle expertise par les mêmes experts ou par d'autres. Dans des cas plus graves on peut recourir à l'expertise d'une autorité spéciale.

.

§ 77. L'inspection médico-légale d'un cadavre se fait avec l'aide d'un médecin, l'autopsie a lieu en présence du juge et de deux médecins. On ne peut confier l'autopsie au médecin qui a soigné le défunt dans sa dernière maladie. Une inspection de cadavre peut avoir

lieu sans médecin, si le juge estime qu'on puisse s'en passer. Pour l'inspection ou l'autopsie d'un cadavre déjà enterré, on peut exhumer le dit cadavre.

.

§ 84. En cas de soupçon d'empoisonnement, c'est à un chimiste ou à une commission spécialement chargée de ces recherches à faire l'analyse des matières suspectes trouvées dans le cadavre ou ailleurs. Le juge peut ordonner que cette analyse se fasse avec le concours ou sous la direction d'un médecin.

Appendice. Motils donnés au projet de code allemand de procédure criminelle par la commission nommée par le Conseil fédéral ⁽¹⁾.

VI^e PARTIE. — EXPERTS ET EXPERTISES

§ 65-75. *Experts.*

D'après le principe de la libre appréciation des preuves, l'audition ou la non audition d'experts est laissée à

(¹) *Motive zu dem Entwurf einer deutschen Strafprozessordnung nach den Beschlüssen der von dem Bundesrath eingesetzten Commission.*

VI. Abschnitt. Sachverständige und Augenschein.

§ 65-75. *Sachverständige.*

Nach dem Grundsatz der freien Beweiswürdigung steht es in dem Ermessen des Richters, ob er Sachverständige vernehmen will, oder nicht. Auch im Bezug auf technische Fragen entscheidet die Ueberzeugung des Richters, und es folgt hieraus, dass derselbe von der Einholung eines sachverständigen Gutachtens absehen kann, wenn er glaubt, selbst die betreffende Frage entscheiden zu können; sowie ferner dass er an den Inhalt eines abgegebenen Gutachtens nicht gebunden ist, und dass er beim Widerspruche zwischen mehreren Gutachten ohne Weiteres dem Einen den Vorzug vor dem Anderen geben darf, wenn er eines

l'appréciation du juge. C'est encore la conviction du juge qui décide relativement à des questions techniques et il suit de là que le juge peut se passer de demander un examen par un expert, s'il pense pouvoir résoudre lui-même la question; il n'est pas non plus obligé de s'en tenir au contenu d'un rapport présenté, et, par conséquent, en cas de contradiction entre plusieurs rapports, il peut, sans autre, donner la préfé-

Obergutachtens oder einer sonstigen weiteren Aufklärung nicht zu bedürfen glaubt.

Die Sachverständigen sind Gehülfen des Richters, demzufolge werden sie vom Richter ausgewählt und von diesem wird ihre Anzahl bestimmt (§ 63). Es bleibt dem Richter überlassen, hierbei die Anträge der Betheiligten zu berücksichtigen. Den letzteren ist ausserdem das Recht beigelegt, einen vom Richter zugezogenen Sachverständigen aus denselben Gründen abzulehnen, aus welchen die Ablehnung eines Richters statthaft sein würde (§ 65).

.

§ 76. Augenschein.

Der Augenschein wird vom Entwurf überall als eine richterliche Handlung aufgefasst, deren Ergebniss durch ein vom dem Richter und Gerichtsschreiber aufgenommenes Protokoll festgestellt wird. Die Zuziehung von Urkundspersonen zu dieser Handlung, wie sie in einzelnen deutschen Gesetzen vorgeschrieben ist, konnte nicht für erforderlich erachtet werden. Denn, gleichwie ein von dem Richter und Gerichtsschreiber aufgenommenes Protokoll über eine Zeugenvernehmung den Beweiss dafür liefert, dass der Zeuge die im Protokoll verzeichnete Aussage wirklich abgegeben, so muss auch das über den Augenschein aufgenommene Protokoll zum Beweise dafür genügen, dass die darin verzeichneten Wahrnehmungen von den Gerichtspersonen wirklich gemacht worden sind. Andererseits schien sich auch die Aufnahme einer Vorschrift, dass in minder wichtigen Fällen ein nichtrichterlicher Beamter mit *Vornahme* einer Besichtigung beauftragt werden könne (Saxe-Bade), nicht zur Nachahme zu empfehlen. (Gründe dafür, *indem* es mehr dann als Zeuge, als wie ein Sachverständiger anzusehen ist.)

rence à l'un d'eux, s'il croit pouvoir se passer d'un avis supérieur, ou de plus amples explications.

Les experts étant des aides du juge, sont choisis par celui-ci, qui détermine aussi leur nombre (§ 63).

On laisse au juge le soin de prendre en considération les propositions des intéressés. Ceux-ci ont en outre le droit de refuser un expert consulté par les mêmes raisons qui motiveraient le refus d'un juge (§ 65).

§ 76. *Expertise.*

L'expertise (Augenschein) est partout dans le projet considérée en principe comme un acte juridique, dont le résultat est acquis par un procès-verbal rédigé par le juge ou le greffier. La consultation de personnes attirées pour cet acte juridique, telle qu'elle est prescrite dans quelques législations allemandes, ne pouvait être envisagée comme nécessaire. En effet, de même qu'un procès-verbal rédigé par le juge et le greffier, sur une audition de témoins, fournit la preuve que le témoin a réellement fait le rapport mentionné au procès-verbal, ainsi le procès-verbal rédigé à l'expertise, doit donner une preuve suffisante que les observations qui y sont mentionnées ont été réellement faites par les magistrats: d'un autre côté, l'acceptation de la disposition statuant qu'un fonctionnaire non-judiciaire pourrait être chargé d'une expertise dans des cas moins graves (Saxe-Bade) ne semblait pas se recommander comme exemple à suivre. (Les raisons en sont qu'il est alors à considérer plutôt comme témoin que comme expert).

§ 77-83. *Dispositions particulières pour délits isolés*¹.

Les § 77-83 renferment des dispositions particulières concernant la manière de procéder dans certains cas de consultations d'experts, comme il s'en trouve dans presque toutes les législations allemandes. Ces dispositions étant en partie moins législatives que processives auraient pu être négligées. Le projet n'a cependant pas cru devoir les laisser complètement de côté.

Les dispositions du § 77 pourraient seules prétendre à une mention particulière.

(1) § 77 83. *Besondere Bestimmungen für einzelne Verbrechensarten.*

In den § 77-83 sind für einige Fälle der Vernehmung von Sachverständigen bzw. der Einnahme des Augenscheins besondere Bestimmungen, wie solche sich in fast allen deutschen Gesetzgebungen finden, getroffen. Zum Theil sind dieselben weniger legislativer als instruktioneller Natur, und sie könnten desshalb vielleicht entbehrt werden. Der Entwurf hat indess geglaubt, sie nicht Gänzlich übergehen zu sollen.

Eine besondere Erwähnung dürften nur die Bestimmungen des § 77 in Anspruch nehmen

Die blosse Leichenschau, d. h. diejenige, mit welcher eine Leichenöffnung nicht verbunden ist, kann nach einigen Gesetzgebungen (z. B. preuss. Krim. O. § 152) von dem Richter allein, also ohne Mitwirkung eines Arztes, vorgenommen werden. Der Entwurf dagegen hat die Mitwirkung eines Arztes, wenn auch nicht ausnahmslos, so doch als Regel, vorgeschrieben. Es beruht diese Vorschrift auf der Erwägung, dass die Besichtigung einer Leiche durch einen Nichtarzt erfahrungsmässig nicht immer eine genügende Gewähr für die Auffindung aller Verdacht begründenden Erscheinungen bietet. Die Entdeckung solcher ist häufig durch ärztliche Kenntnisse, immer aber durch eine solche Genauigkeit der Besichtigung bedingt, wie sie von einem Laien durchschnittlich nicht erwartet werden kann. Der Besorgniss, dass durch die Bestimmung des Entwurfs öfter unnöthigerweise die Zuziehung von Aerzten erforderlich werde, wird durch die Vorschrift des Abs. 2 des § 77 begehnet.

La simple inspection du cadavre, c'est-à-dire celle qui n'est pas accompagnée d'une autopsie, peut d'après quelques législations (Prusse par exemple) se faire par le juge seul, c'est-à-dire sans le concours d'un médecin. Le projet par contre prescrit le concours d'un médecin, sinon sans exceptions, du moins comme règle. Ceci repose sur la considération que l'inspection d'un cadavre par un homme qui n'est point médecin, ne fournit pratiquement pas toujours une garantie suffisante pour la constatation de tous les faits qui motivent un soupçon. La découverte de ces faits a souvent pour condition des connaissances médicales et une précision d'observation qu'on ne saurait toujours attendre d'un homme non versé spécialement dans la science. La disposition du § 77, alinéa 2, empêchera que la consultation d'un médecin ne soit demandée sans nécessité.

B. — PRUSSE

Nous empruntons à la troisième édition du livre de W. V. Horn : « Das preussische Medicinalwesen, » revu par le Dr Hermann Eulenberg, les détails sur l'organisation médico-légale que nous allons développer.

On trouve en Prusse trois échelons par lesquels peuvent passer, si le tribunal ou les parties le demandent, les rapports d'expertise médico-légale. Ce sont les autorités de cercle ou de district, les autorités de province et les autorités centrales¹.

1^o *Autorités de cercle.*

Les fonctionnaires de cercle qui ont à fournir des rapports de médecine légale sont : le Kreisphysicus et le Kreiswundarzt.

a) Le Kreisphysicus (nommé Stadtphysicus dans les villes) est désigné par le Ministre des Cultes, Instruction publique et Organisation sanitaire. Il doit avoir été promu au grade de docteur en médecine, être admis comme médecin et avoir prouvé sa qualité spéciale pour l'office de physicus dans un examen spécial devant le comité scientifique pour le service de santé (Wissen-

(¹) Kreis-Medicinal Behörden. Nous ne savons laquelle des divisions territoriales françaises en cercles, districts, etc., correspond au Kreis allemand. C'est pourquoi nous avons traduit littéralement. — Provincial-Behörden. Central-Behörden.

schaftliche Deputation). Vis-à-vis des tribunaux le Kreisphysicus est un expert qui doit être le premier consulté par eux dans toutes les causes criminelles ou civiles, où une expertise médico-légale doit avoir lieu et où il y a des conclusions médico-légales à tirer.

A Berlin et à Breslau ce sont des fonctionnaires différents qui ont à s'occuper des choses médico-légales et des choses de la police sanitaire proprement dites, lesquelles dans les autres cercles incombent au même individu.

b) Le chirurgien de cercle (Kreiswundarzt) est désigné par le Ministère. Il est subordonné au Kreisphysicus et peut comme celui-ci être entendu dans les affaires de police. Il fonctionne en outre comme chirurgien médico-légal et doit donner son avis d'expert dans les cas chirurgicaux qui se produisent en justice et fournir des conclusions en présence et après directions du Kreisphysicus.

Ces fonctionnaires, quoique contrôlés par les autorités civiles de la province (Landrath), dépendent immédiatement du gouvernement central.

2° *Autorités de province.*

Le deuxième degré ou l'instance de province existe sous forme d'un Collège médical (Medicinal-Collegium). Les dispositions à ce sujet (Instruktionen des 23 octobers 1847. G. S. s. 245 und des 22 septembers 1867 G. S. s. 1570) sont les suivantes¹.

(¹) § 1. Wirkungskreis. Die Medicinal-Collegien sind reinwissenschaftliche und technisch rathgebende Behörden für die

« § 1^{er}. Les collèges médicaux sont purement consultatifs à propos de points scientifiques et techniques pour les autorités gouvernementales et les tribunaux dans les choses de médecine légale. Ils n'ont donc aucune action administrative.

§ 2. Leurs obligations sont principalement les suivantes :

.

Regierungen und Gerichte im Fache der gerichtlichen Medicin und haben mithin keine Verwaltung.

§ 2. Ihre Obliegenheiten und Befugnisse sind demnach hauptsächlich folgende :

.

4^o Die Beurtheilung gerichtlich medicinischer Fälle, die Abfassung & resp. Prüfung medicinischer chirurgischer Gutachten, Atteste und Obductions-Verhandlungen.

§ 3. Die Medicinal-Collegien sollen mindestens aus fünf Mitgliedern (Räthen & Beisitzern) bestehen, unter denen sich jederzeit ein wissenschaftlich gebildeter Wundarzt und Pharmaceut und wo solches zu erreichen möglich ist, auch ein Mitglied, welches practisch und wissenschaftlich in der Entbindungskunst erfahren ist, so wie ein Thierarzt befinden muss.

Die darin angestellten Aerzte haben in allen Angelegenheiten eine volle Stimme, die übrigen Mitglieder selbige aber nur bei denjenigen Gegenständen, welche ihre besondere Kunst oder Wissenschaft betreffend und unter dieser Einschränkung ist sonst die Verfassung collegialisch.

.

§ 5 Inzwischen sind die Regierungen verpflichtet, über die § 2 gedachten Gegenstände, sobald selbige vorkommen, das Medicinal-Collegium der Provinz um sein Gutachten zu ersuchen, und letzteres, selbiges zu ertheilen, auch ein gleiches zu thun, wenn sie darum in dem § 2, n^o 4 gedachten Falle von den Gerichten ersucht werden. Nicht minder haben die Regierungen dem Medicinal Collegium diejenigen Nachrichten und Materialien mitzutheilen, um welche sie das Medicinal-Collegium zu Ausführung der ihm angewiesenen Bestimmung ersucht.....

Alinéa 4. Apprécier les cas médico-légaux, faire, ou, cas échéant, contrôler les expertises, certificats et rapports médico-légaux.

§ 3. Les collèges médicaux doivent être composés au moins de 5 membres (conseillers et assesseurs), parmi lesquels doivent se trouver en tout temps un chirurgien scientifique instruit, un pharmacien, et, là où c'est possible un accoucheur pratiquement et théoriquement expérimenté, de même qu'un vétérinaire.

Les médecins qui fonctionnent dans le collège ont voix au vote dans tous les cas, les autres membres seulement dans les cas où un objet de leur art ou science spéciale est en cause. Sous cette restriction le mode de procéder est collégial.

§ 5. Les autorités gouvernementales sont tenues de demander l'avis du collège médical de la province, quand il s'agit d'objets compris dans le § 2 cité plus haut ; le collège médical est tenu de faire son rapport de même que lorsque cela lui est demandé par les tribunaux dans le cas du § 2, alinéa 4.

Les autorités ont aussi à fournir au collège médical les détails et matériaux à lui nécessaires pour accomplir la tâche qui lui est dévolue. »

Aux dispositions de cet arrêté il faut ajouter quelques remarques. Le rapport médico-légal peut être demandé aux collèges médicaux (§ 2, alinéa 4), aussi bien par les parties que par le tribunal dans les cas de droit criminel et de droit civil. Ce recours devient légalement obligatoire : « Quand il y a des différences portant sur

des points essentiels entre le rapport¹ et ses conclusions²; quand les experts n'osent pas donner une appréciation précise, ou enfin quand il se trouve dans les rapports des contradictions ou des obscurités que les experts ne peuvent expliquer d'une façon satisfaisante, ou qui éveillent chez le juge des doutes sur la valeur de l'expertise. Dans ce cas, les actes de l'Instruction doivent être communiqués au collège médical pour informations et il doit lui être posé des questions précises. (Criminal-Ordnung, §§ 173-176). Dans le cas où, après rapport du collège médical, un superarbitre est demandé, il faut en faire connaître à la Députation scientifique (Centralbehörde) (Id. § 177). Les questions du tribunal ne doivent pas alors être soumises directement à ce superarbitre mais passer par le Ministère des cultes, Instruction publique et Organisation sanitaire.

Au § 3 du dit arrêté, il faut ajouter que la Circulaire V, du 10 juillet 1833, a donné plein droit de vote aux médecins promus par examen, quand ils fonctionnent comme assesseurs pour la chirurgie dans le collège médical, non-seulement dans les cas chirurgicaux mais dans tous ceux qui peuvent se présenter.

Dans le § 5 il est à constater que la correspondance entre tribunaux et collèges médicaux se fait directement. Le rescrit du 19 mai 1818 avait désigné, à la suite de collisions, l'autorité administrative comme intermédiaire. La lenteur et les embarras causés par ces rap-

(¹) Untersuchungsbericht.

(²) Gutachten.

ports indirects ont fait admettre de nouveau la correspondance directe entre ces deux pouvoirs. (6. V, 27 mars 1826.)

Le rang des fonctionnaires des collèges médicaux est pour les conseillers égal à celui de 4^e classe (Ober-Landesgerichts et Regierungsräthen) et celui des assesseurs à celui des assesseurs d'Etat (Regierungsassessoren).

3^o *Autorités centrales.*

La troisième instance, en superarbitre des collèges médicaux, consiste en une autorité qui siège à Berlin et à laquelle on a donné le nom de Députation scientifique (Wissenschaftliche Deputation für das Medicinalwesen, in Berlin). Son activité est fixée par un arrêté du 23 janvier 1817 ¹.

(¹) *Instruktion des 23 Janv. 1817.*

§ 1. Die wissenschaftliche Deputation für das Medicinalwesen ist eine wissenschaftliche, consultative Behörde, welche die theoretische Ausbildung der medizinischen Disciplinen verfolgen, auch zu deren Vervollkommung mitwirken und durch Benützung der Resultate, welche zu jeder gegebenen Zeit diese Ausbildung liefert, die Leitung der Medicinalverwaltung erleichtern soll. Sie hat sich also, als eine Versammlung von Sachverständigen anzusehen und namentlich :

1^o

2^o Sie muss in allen einzelnen Fällen, wo es zur Verwaltung des Medicinalwesens oder in Criminalfällen zur Feststellung von Todes oder anderen Beschädigungs- und Krankheitsursachen verlangt wird, so wie auch in anderen Justiz- und Polizeiangelegenheiten, wo es auf medicinische, kunstverständige und wissenschaftliche Prüfung ankommt, dem Ministerio ihre Gutachten abstattn.

3^o ...

§ 2. Die Deputation besteht aus einem Direktor, aus der im Verhältniss der Geschäfte nöthige Zahl der ordentlichen Mitglie-

« § 1. La « députation scientifique » pour l'hygiène publique et l'exercice de la médecine, est une autorité scientifique et consultative, poursuivant le développement théorique de la science médicale et concourant

der, einigen Beisitzern und einer unbestimmten Zahl von ausserordentlichen Mitgliedern.

Der Direktor und die ordentlichen Mitglieder werden mit der ihnen zu bewilligenden Remuneration alle drei Jahre zur Königlichen Genehmigung von dem Minister in Vorschlag gebracht. Es können dieselben Mitglieder wieder in Vorschlag gebracht werden. Die Geschäfte der Deputation liegen hauptsächlich den ordentlichen Mitgliedern ob, die ausserordentlichen Mitglieder übernehmen nur einzelne Arbeiten, wenn etwa die ordentlichen Mitglieder nicht zureichen.

§ 3. Bei der Bestimmung der Deputation, über alle Gegenstände der medizinischen Wissenschaften Rath und Gutachten zu ertheilen, muss so viel möglich dafür gesorgt werden, dass in der ganzen Zahl der ordentlichen und ausserordentlichen Mitglieder für kein bedeutendes Fach der medicinischen Wissenschaften ein dasselbe vertretendes und darin ausgezeichnetes Subject fehlt.

§ 4. Der Direktor und die ordentlichen Mitglieder werden bei ihrer Einführung mit Verweisung auf die sonst schon geleisteten Amtseide durch Handschlag auf die Erfüllung ihrer Amtspflichten, sowie die gegenwärtige Instruction sie vorschreibt, überhaupt, ingleichen auf die Pflicht der Amtsverschwiegenheit insbesondere verpflichtet.

§ 7. Die Arbeiten der Deputation ergeben sich aus ihren § 1 angezeigten Bestimmungen. Sie bestehen also namentlich im Bezug auf die erste derselben in fortgesetzter Beschäftigung mit der Wissenschaft selbst, in dem Nachdenken über diejenige Anwendung derselben auf das öffentliche Wohl, welche stattfinden müsste, um das ganze Medicinalwesen zu einem vollkommenen Zustande zu bringen, und in Mittheilung der Verbesserungsvorschläge an das Ministerium zur näheren Prüfung und Anwendung.

§ 8 In Beziehung auf die zweite der § 1 angegebenen Bestimmungen hat die Deputation dem Ministerio auf dessen Aufforderung nicht allein über jeden einzelnen wissenschaftlichen Gegenstand ihr Gutachten zu erstatten, sondern auch die Entwürfe neuer

à son perfectionnement. Elle doit par l'emploi des résultats que celui-ci fournit à chaque instant, faciliter la direction de l'administration médicale, se considérer comme une réunion d'experts et surtout :

Einrichtungen in dem Medicinalwesen oder die Vorzüge und Mängel bisher bestandener Einrichtungen zu prüfen oder selbst Pläne zu dergleichen neuen Einrichtungen nach gegebenen Gesichtspunkten zu entwerfen, offizielle Schriften zu beurtheilen, oder nach vorgeschriebenen Gesichtspunkten selbstauszuarbeiten.

....., über die auf Requisition der Gerichtshöfe von dem Ministerio derselben vorgelegten Criminalfälle und die darin zur Beantwortung aufgestellten Fragen ihr pflichtmässiges Gutachten abzugeben, in einzelnen Fällen über die an das Ministerium eingesandten Krankengeschichten, wenn letzteres es verlangt, consilia medica zu ertheilen, Apotheker und anderer Medicinalrechnungen zu revidiren und festzusetzen, wenn Angelegenheiten dieser im Wege der Beschwerde zur Cognition des Ministerii gelangen, und überhaupt alle andere Gegenstände zu behandeln, welche sich für wissenschaftliche und technische Beurtheilung eignen, vormals von dem Ober-Collegio medico et sanitatis bearbeitet wurden und nicht von dem letzteren in das Ressort des Ministerii des Innern selbst, der Provinzialregierungen oder (wie die gerichtlichen Sachen) an andere Staatsbehörden ausdrücklich überwiesen worden und übergangen sind.

§ 11. Ausserdem wird die Deputation durchaus nicht an derjenigen Thätigkeit behindert, welche sie auch ohne äussere Veranlassung und unaufgefordert nach ihrer oben (§ 7) angegebenen ersten Bestimmung ausüben kann. Da aber die Frage, ob Verbesserungen in Hinsicht auf die vorhandenen Mittel und Personen wirklich ausführbar sind, oder nicht, niemals zu ihrer Beurtheilung gehören kann, so darf sie ihre Bedenklichkeiten gegen gemachte Einrichtungen nur dem Ministerio und zwar allemal nur in der Form von Bedenken, Gutachten oder Vorschlägen und vornämlich auch nur dann vorlegen, wenn sie glaubt, dass gegen wichtige wissenschaftliche Maximen, deren Vernachlässigung bedeutenden Nachtheil im Erfolg nach sich ziehen könnte, gefehlt wird, oder dass Mängel, denen wirklich abgeholfen werden kann, übersehen werden.

1°

2° Faire son rapport au Ministère dans tous les cas particuliers où cela peut être exigé, soit pour l'administration de l'hygiène publique, soit en juridiction cri-

.
§ 15 Wenn die Deputation in Criminalfällen ihr Gutachten abzugeben hat, so sind behufs des Vortrages allemal wenigstens zwei Referenten zu ernennen.

.
§ 17. Allemal, wenn zwei Referenten ernannt worden, muss jeder derselben über die zugeschriebene Sache ein vollständig schriftliches Votum oder Gutachten abfassen und, ohne es vorher dem anderen Referenten mitzutheilen, versiegelt und gehörig unterschrieben zur Aufbewahrung bis zum Vortrage an den Direktor abliefern. Die Akten mit der Zuschrift werden dabei von dem ersten Referenten dem zweiten zugesandt und von letzterem an den Direktor abgeliefert.

.
§ 19. Die abgefassten schriftlichen Vota und Gutachten werden in der Sitzung vor dem Anfang der Debatte verlesen; jeder Referent verliest in der Regel sein Votum selbst. Bemerkungen der bloßen Coreferenten, wenn diese keine besondere Vota abgefasst haben, mit vorzutragen, ist Sache des Referenten.

§ 20 Wenn nur ein Referent ernannt wird, von dem Direktor nicht ausdrücklich bei der Zuschrift die Abfassung eines schriftlichen Voti dennoch verlangt ist, oder solches nicht etwa von den Referenten selbst nöthig oder nützlich gefunden wird, so genügt es an dem mündlichen Vortrage der Sache in der nächsten Sitzung. Ohne Vortrag darf aber von einem Einzelnen, wäre es auch mit Zustimmung des Direktors niemals etwas abgemacht werden.

§ 22. Zu jeder Sitzung sind neben dem Direktor alle ordentlichen Mitglieder, sie müssten denn gültige, dem Direktor jedesmal anzuzeigende Entschuldigungsgründe haben, sich einzufinden von Amtswegen verpflichtet, die ausserordentlichen Mitglieder hingegen haben dazu jedesmal die besondere Einladung des Direktors abzuwarten, welche lediglich seiner Beurtheilung überlassen bleibt. Dieser kann auch selbst andere nicht in der Deputation befindliche Gelehrte zu einzelnen Sitzungen zuziehen, muss jedoch vorher die Genehmigung des Ministers nachsuchen . . .

.

minelle pour déterminer les causes de mort, de dommage ou de maladie, soit dans d'autres cas de justice et police, où il s'agit d'expertises médicales et d'examen scientifique.

3°

§ 2 La députation est composée d'un directeur, du nombre de membres ordinaires nécessaire en proportion des travaux, de quelques assesseurs et d'un nombre indéterminé de membres extraordinaires. Le directeur

§ 23. Der Beschluss der Deputation wird durch Stimmenmehrheit gefasst, die Stimme des Direktors giebt den Ausschlag, wenn Stimmengleichheit vorhanden ist.

§ 24. In allen Sachen, wo schriftlich referirt worden, muss der Direktor das Conclusum kurz unter der Relation eines der Referenten bemerken und mit seiner, und der Referenten Namensunterschrift vollziehen.

§ 25 Diesem Concluso gemäss muss sodann der Referent, oder, wenn, deren mehrere sind, der erste Referent ohne Zeitverlust das Gutachten der Deputation ausarbeiten, insofern die schriftliche Relation nicht bereits in dieser Form abgefasst ist und zur Vollziehung fertig dem Direktor übersenden. Findet dieser gegen die Ausarbeitung noch etwas zu erinnern, so muss der Referent den Erinnerungen abhelfen.

§ 26. Ist der Vortrag der Sache blos mündlich geschehen, so fällt natürlich die Bestimmung des § 24 hinweg, diejenige des § 25 ist aber gleichmässig zu befolgen.

§ 27. Wenn einzelne Mitglieder von dem gedachten Beschlusse dissentiren, so steht es ihnen frei, ihre Meinung schriftlich besonders auszuführen und darauf anzutragen, dass dergleichen besondere Vota dem Ministerio mit eingereicht werden. Sie müssen in diesem Falle aber bis zur nächsten Sitzung dem Direktor eingehändigt worden sein.

.

Die Gerichtshöfe haben die betreffenden Anträge nicht an die wissenschaftliche Deputation, sondern an das derselben vorge setzte Ministerium der geistlichen p. p. Angelegenheiten zu richten. (Cir.-Verf. des Justiz-Min. vom 13 Déc. 1852.)

et les membres extraordinaires sont présentés tous les 3 ans par le Ministre à l'approbation royale, ainsi que la rémunération à eux accordée. Les mêmes membres peuvent être proposés à nouveau. Les membres ordinaires ont avant d'autres à s'occuper des travaux de la députation, les membres extraordinaires n'entreprennent que des travaux isolés, quand les membres ordinaires ne suffisent pas.

§ 3. Dans la nomination de la députation, afin de pouvoir fournir des rapports et conclusions sur tous les sujets de science médicale, on doit veiller autant que possible à ce que, dans le nombre des membres ordinaires et extraordinaires, il ne manque pas un représentant d'une branche importante de la science médicale et par conséquent aucune personnalité distinguée les exerçant plus spécialement.

§ 4. Le directeur et les membres ordinaires sont installés par poignée de main, avec renvoi aux serments déjà prêtés pour leurs charges, et tenus de remplir les devoirs de leurs fonctions, tels que la présente instruction le prescrit. Ils sont de même astreints à une parfaite discrétion au sujet de ces fonctions.

.

§ 7. Les travaux de la députation ressortent des dispositions indiquées au § 1^{er}. Ils consistent surtout pour la première de ces dispositions dans une pratique active de la science elle-même, dans la recherche de son application au bien public et des mesures propres à amener l'hygiène publique à un état parfait, dans des

projets d'amélioration soumis au Ministère pour examen et emploi plus actifs.

§ 8. Par rapport à la 2^e des dispositions du § 1^{er}, la députation n'a pas seulement à donner au Ministère son avis sur chaque cas scientifique, mais à faire des plans de nouvelle organisation dans le service de la santé publique, à examiner les avantages et les défauts de l'organisation déjà existante; à projeter de nouvelles mesures dans celle-ci d'après des points de vue prescrits; à juger des écrits officiels ou à les élaborer elle-même sur des bases déterminées;

.

à faire rapport à la réquisition des tribunaux par l'entremise du Ministère de la Justice, conformément au devoir fonctionnel, sur les cas criminels présentés à son appréciation; à répondre aux questions posées à ce sujet; dans certains cas, à donner des avis (*consilia medica*) sur des observations de malades parvenues au Ministère, quand celui-ci l'exige; à réviser et à fixer des comptes de pharmacien et autres professions médicales, si des motifs de plainte sont parvenus sur cet objet au Ministère, et en général à traiter tous les autres sujets du ressort scientifique et technique, placés autrefois dans le domaine de l'*Obercollegium medicum et sanitatis* et qui n'ont pas été expressément remis par ce dernier à la compétence du Ministère de l'Intérieur, des gouvernements de province, ou (comme dans les affaires juridiques), à d'autres autorités d'Etat

.

§ 11. En outre, la députation n'est en rien limitée dans son activité, qu'elle peut exercer même sans appel extérieur, d'après les premières dispositions indiquées au § 7.

Mais comme elle ne peut apprécier si des améliorations concernant les institutions et les personnes existantes, sont réellement exécutables, elle ne doit présenter ses objections à des dispositions prises qu'au Ministère, et même chaque fois sous forme de réflexions, de rapport ou de propositions; ne les soumettre que lorsqu'elle croit qu'on pêche contre d'importants principes scientifiques, dont la négligence peut entraîner à sa suite un grave préjudice, ou que des lacunes auxquelles il peut être vraiment remédié sont négligées

§ 15. Quand la députation donne son avis dans des cas de justice criminelle, elle doit nommer chaque fois deux membres au moins pour faire rapport.

§ 17. Chaque fois que deux rapporteurs ont été nommés, chacun d'eux doit élaborer entièrement et par écrit des conclusions (ou un rapport) sur la question posée, et les donner à conserver, cachetées et signées, au directeur, sans les communiquer auparavant à l'autre rapporteur. Le directeur gardera le rapport jusqu'à la discussion.

Les pièces, ainsi que la lettre de réquisition pour rapport sont expédiées par le premier rapporteur au deuxième et remises au directeur par ce dernier.

§ 19. Les conclusions et rapports rédigés par écrit seront lus dans la séance avant le commencement des débats; chaque rapporteur lit ordinairement lui-même son travail. Les remarques des co-rapporteurs, quand ceux-ci n'ont point rédigé de travaux particuliers, sont l'affaire du rapporteur.

Lorsqu'un seul rapporteur est nommé, si un travail écrit n'est pas demandé expressément par le directeur dans la lettre de réquisition, ou que cela ne soit pas trouvé nécessaire ou utile par le rapporteur lui-même, il suffit d'un rapport oral dans la séance suivante. Une décision ne doit jamais être prise par un seul membre, sans rapport oral, même avec l'assentiment du directeur.

§ 22. A chaque séance doivent être présents de par leur emploi, le directeur et tous les membres ordinaires, à moins de motifs valables, donnés chaque fois au directeur. Les membres extraordinaires, au contraire, ont à attendre chaque fois une invitation particulière du directeur, laquelle est absolument laissée à son appréciation. Celui-ci peut aussi s'adjoindre des savants qui ne font pas partie de la députation, pour des séances isolées; il doit cependant auparavant s'assurer de l'acquiescement du Ministère

§ 23. Les décisions de la députation se prennent à la majorité des voix; le directeur a la voix décisive quand il y a égalité de voix.

§ 24. Dans toutes les questions où il est rapporté par écrit, le directeur doit mettre en peu de mots la conclu-

sion sous le rapport d'un des rapporteurs, signer et faire signer les rapporteurs.

§ 25. Le rapporteur, ou, s'il y en a plusieurs, le premier rapporteur doit, sans perte de temps, élaborer d'après ces conclusions le rapport de la députation, en tant que le travail écrit n'ait pas déjà été rédigé sous cette forme, et l'expédier, prêt à son emploi, au directeur. Celui-ci trouve-t-il encore dans le travail quelque chose à remarquer, le rapporteur doit remédier à ces lacunes.

§ 26. Si l'affaire n'a été exposée que verbalement, la disposition fixée au § 24 tombe naturellement, mais celle du § 25 est à remplir de la même manière.

§ 27. Quand des membres isolés font minorité, ils sont libres d'exprimer leur opinion par écrit, et de demander que ces conclusions particulières soient remises au Ministère. Elles doivent, dans ce cas, être remises au directeur jusqu'à la séance suivante.

.
.

Les Cours de justice ont à adresser leurs demandes, non à la députation scientifique, mais au Ministère des cultes, etc. (Cir.-Verf. des Justiz-Min. vom 13 déc. 1852).

3. Suisse.

A. — CANTON DE BERNE

Le Code de procédure pénale pour le canton de Berne traite de l'expertise et de la nomination des experts ainsi qu'il suit ¹.

(¹) *Gesetzbuch über das Verfahren in Strafsachen für den Kanton Bern. II^{tes} Buch. Tit. VI. Kap. II*

Von dem Augenschein und dem Befinden der Sachverständigen.

Art. 99. Der Untersuchungsrichter kann sich erforderliches Falles durch Sachverständige begleiten lassen (Augenschein). In der Regel sind zwei Sachverständige beizuziehen.

Bei Vergehen und Polizeiübertretungen kann ein Sachverständiger genügen.

Art. 100. Die Sachverständigen werden von dem Untersuchungsrichter ernannt, und müssen ausser den für die Lösung ihrer Aufgabe nöthigen wissenschaftlichen oder Berufskenntnissen die Eigenschaften vollgütiger Zeugen besitzen.

Art. 101. Jeder Bürger ist, sofern er keine genügenden Entschuldigungsgründe hat, und die erforderlichen Fähigkeiten besitzt, verpflichtet, die Ernennung als Sachverständiger anzunehmen, den erhaltenen Auftrag gewissenhaft und vollständig zu erfüllen und die ihm vorgelegten Fragen bestimmt zu beantworten.

Ueber die Zulänglichkeit allfälliger Entschuldigungsgründe entscheidet der Untersuchungsrichter endlich.

Gegen Sachverständige, die sich weigern, ihre Pflicht zu erfüllen, kommen dieselben Zwangs- und Strafbestimmungen zur Anwendung, wie gegen widerspenstige Zeugen.

.....
Art. 107. Trennen sich die Sachverständigen über einen wesentlichen Punkt, so ernennt der Richter einen dritten Sachverständigen.

.....
Art. 141. Das Protokoll des Richters und der Befund der Sachverständigen werden dem Sanitätskollegium zugesandt, welches seine Ansicht über das Ergebniss der Untersuchung giebt.

II^e LIVRE. TITRE VI. CHAPITRE II.

Art. 99. Le juge d'Instruction peut, quand le cas l'exige, se faire accompagner d'experts (expertise). Dans la règle, il doit se faire accompagner de deux experts.

En cas de délit ou de contravention de police, un seul expert peut suffire.

Art. 400. Les experts sont nommés par le juge d'Instruction et doivent posséder, outre les connaissances scientifiques et pratiques nécessaires à l'accomplissement de leur tâche, les qualités requises pour un témoin.

Art. 401. Chaque citoyen, en tant qu'il n'a aucune excuse valable et qu'il possède les qualités requises, est obligé d'accepter sa nomination d'expert, de remplir consciencieusement et complètement la tâche qui lui est dévolue et de répondre avec précision aux questions qu'on lui pose.

C'est le juge d'Instruction qui décide en dernier ressort de la valeur des motifs de refus.

On applique aux experts qui refusent de remplir leur devoir, les mêmes contraintes et les mêmes peines qu'aux témoins récalcitrants.

.

Art. 407. Si les experts ne tombent pas d'accord sur un point essentiel, le juge nomme un troisième expert.

.

Art. 444. Le procès-verbal du juge et l'appréciation

des experts sont envoyés au Conseil de santé, qui donne son avis sur les résultats de l'expertise.

Une circulaire de la Chambre d'accusation (Anklagekammer) aux juges et procureurs, concernant la désignation des experts, a été donnée le 4 juillet 1860. Elle a pour but de leur rappeler que l'Etat n'a de garanties pour les connaissances requises par la loi chez un expert que chez les personnes patentées et examinées par lui, que les juges d'Instruction ou leurs remplaçants ne sont pas censés aptes à juger des garanties fournies par les examens d'autres cantons, qu'ils ont donc à s'en tenir, à moins de circonstances extraordinaires, aux personnes médicales patentées par l'Etat.

Ces dispositions se trouvent modifiées par les changements que la nouvelle Constitution fédérale a décrétés dans la pratique des professions libérales. Le droit d'établissement pour quiconque a fait examen dans un autre canton suisse, aura pour conséquence, à moins de modifications dans la loi, que la patente sera le criterium et non plus l'examen. Cette question devra certainement être soulevée.

B. — CANTON DE VAUD

La loi du 5 décembre 1837 (tome XXXIV, p. 252) sur le service des officiers de santé en matière judiciaire, Chap. I, règle comme suit la compétence de l'expert médico-légal :

Art. 1^{er}. Nul ne peut être appelé à faire des expertises médico-légales, s'il n'est patenté médecin ou chirurgien de 1^{re} classe.

Le professeur qui enseigne la chimie à l'Académie de Lausanne et les maîtres pharmaciens peuvent seuls être requis lorsqu'il s'agit d'analyses chimiques.

Les vétérinaires patentés peuvent aussi être requis pour les expertises médico-légales dans les cas qui sont du ressort de leur profession.

Art. 2. Les membres ordinaires du Conseil de santé ne peuvent être requis pour des expertises médico-légales ni pour des analyses chimiques.

Lorsqu'il y a lieu à autopsie, l'officier de santé qui a soigné le défunt pendant la maladie à laquelle il a succombé, non plus que le pharmacien qui a fourni les remèdes, ne peut fonctionner en qualité d'expert.

Art. 3. L'expert requis ne peut, sans motifs suffisants, refuser son ministère.

Il peut y avoir recours aux tribunaux d'accusation. En cas de refus de la part de l'expert requis, le juge d'instruction peut nommer un autre expert sans attendre le jugement du Tribunal d'accusation.

Art. 4. Le Conseil de santé est tenu, sur la demande des autorités judiciaires, de donner son avis sur les rapports de médecine légale, toutes les fois qu'il en est requis. Dans ce cas, il peut appeler des experts à ses séances.

Art. 5. Les experts requis, en vertu des art. 4 et 3 ci-dessus, sont placés, quant à l'exercice de leurs fonctions médico-légales, sous la surveillance du Conseil de santé.

Ce Conseil leur donne les instructions et les directions qu'il juge convenables.

.

CHAPITRE III. — *Dispositions générales.*

Art. 17. Les experts requis conformément à la loi sont indemnisés d'après un tarif qu'arrêtera le Conseil d'Etat.

Art. 18. Les peines prononcées par les lois sur la police de santé, sont applicables à l'officier de santé qui contreviendrait aux dispositions de la présente loi.



III

CRITIQUE

Les points à comparer dans les diverses codifications que nous venons d'énumérer, nous semblent être les suivants :

1° Quelles garanties de compétence sont demandées de l'individu, pour qu'il soit apte à remplir la fonction d'expert médico-légal ?

2° Une fois la compétence de cet expert reconnue, comment sont prévenus les cas possibles d'erreur, négligence, mauvaise observation personnelle ou fausse interprétation des faits ? Nous aurons ainsi les traits caractéristiques de la personne médico-légale et la critique de l'institution même des expertises scientifiques qui dépendent bien certainement des individus auxquels elles sont confiées.

En France nous avons vu le choix des experts remis entièrement au Juge d'Instruction, qui présume de leur capacité d'après leur art ou profession (art. 43, Code d'Instr. crim.). Dans le cas d'examen de cadavre seulement (art. 44) se trouve prescrite la présence d'un ou deux officiers de santé. Cette disposition est interprétée

par l'arrêt de la Cour de Cassation du 2 avril 1842, de la façon la plus large, en introduisant dans les expertises médico-légales les officiers de santé de seconde classe, aussi bien que les docteurs dont les examens ont porté spécialement sur la matière.

Quant à l'Instruction ministérielle du 30 septembre 1826, elle ne change autre chose que la personne qui désigne l'expert médico-légal et laisse aussi cette nomination à la présomption de magistrats qui ne peuvent être toujours compétents dans l'appréciation de connaissances scientifiques. En cas de sur-arbitre, sa désignation a lieu de la même façon. D'autres motifs que ceux de faciliter le plus possible la recherche du délit ou du crime doivent souvent influencer sur ces choix. L'Instruction du 30 septembre 1826 en est elle-même la preuve et les inconvénients du système lui sont tellement inhérents que nous voyons renouveler cette instruction le 16 août 1842. Désigner arbitrairement à l'avance quelles personnes seront appelées pour les expertises médico-légales est un palliatif insuffisant, puisqu'il n'est pas même appliqué partout. Cela surtout, montre qu'il n'a pas été remédié au vice reconnu.

Ce système, auquel M. le professeur de médecine-légale à Berne, Dr C. Emmert, donne le nom de *libre*, par opposition au système des *fonctionnaires* (*Physikats-system*), place aussi le médecin-expert dans une position plus militante devant la justice, en facilitant l'abus qu'on peut faire des consultations médico-légales. Quand un expert a rapporté sur un cas particulier, dont il a apprécié les circonstances spéciales, il n'est souvent pas dif-

facile de lui opposer théoriquement des cas du même genre, de généraliser sans entrer dans les considérations secondaires et de porter ainsi l'incertitude dans l'esprit des jurés, qui ne peuvent apprécier toujours exactement la valeur des preuves opposées. Le défenseur ne négligera pas ce moyen. Il peut s'établir ainsi une discussion devant le Tribunal, puisque les corps consultatifs ne fonctionnent pas d'une manière permanente. Un sur-arbitre n'est qu'un troisième expert, quoiqu'en général on choisisse un homme dont la compétence est de notoriété publique et dont la personnalité fait alors pencher la balance, à tort ou à raison. Dans un plaidoyer semblable, l'avantage reste souvent au plus habile plutôt qu'au plus savant. Il en résulte que le Tribunal perd confiance, que le secours fourni par la science à la justice devient négatif et que ce secours sera toujours, dans le cas de rapports contradictoires, en faveur de l'accusé. Là où le sur-arbitre est représenté par une réunion d'hommes compétents, constitués en corps consultatifs (Conseils de santé. — Suisse) il est plus facile de combattre cet abus, dont la cause réside souvent dans la forme ou la logique des rapports et que l'on a vu se présenter maintes fois. Les archives de ces autorités en contiennent les preuves, difficiles à publier.

Certaines parties d'une expertise seront certainement mieux faites par des individus qu'on ne peut pas faire rentrer dans les personnes médicales. Une analyse chimique par un chimiste, offre certainement plus de garanties que si elle est remise à un médecin ordinaire. Mais en elle-même, cette analyse n'est point une preuve

décisive. Un chimiste dit : Ce cadavre renferme de l'arsenic ; il n'y a que soupçon d'empoisonnement. L'arsenic est souvent pris comme remède, même comme aliment ; on le trouve de plus dans beaucoup de terrains. Les preuves cliniques et anatomiques seront plus certaines ; mais il faut pouvoir les apprécier ! Dans chaque expertise médico-légale nous trouvons quelque partie plus ou moins importante, qui peut être remise à un aide plus compétent, mais il paraît raisonnable d'en laisser l'appréciation au médecin-légiste. Celui-ci devrait avoir prouvé ses connaissances spéciales. S'il est des cas où l'appréciation personnelle et la spéculation théorique sont en jeu, il en est d'autres où les déductions sont matérielles et certaines. Encore faut-il avoir approfondi ces notions et être assez familiarisé avec elles, pour que l'esprit puisse les coordonner avec les faits observés ! Ces conditions ne sont pas remplies en France par les officiers de santé de seconde classe, dont les examens médicaux proprement dits, sont restreints. Cela ne veut pas dire que tous les individus qui sont admis à pratiquer dans cette classe de personnes médicales, soient incapables de fonctionner comme experts médico-légaux. La possibilité du fait existe pourtant dans cet état de choses et elle doit être écartée, car les conséquences peuvent être non-seulement l'absolution d'un coupable, mais aussi la condamnation d'un innocent. Pour nous, la loi nous semble être insuffisante et exiger trop peu de garanties de ceux qui doivent témoigner en justice au nom de la science. Toutes les causes ne sont pas des causes célèbres où la discussion devient

tellement publique que l'abus disparaît; celui-ci doit être au contraire plus fréquent dans les affaires de moindre conséquence, où l'accusé ne peut faire même les frais d'une consultation médico-légale. Quant à l'influence que cela peut avoir sur la science médico-légale elle-même et sa diffusion dans le corps médical, nous reviendrons sur ce sujet. Il ressort clairement que tout ce qui peut favoriser son développement est d'un intérêt général pour l'instruction juridique.

Les dispositions du code allemand que nous avons citées (Ch. II, A) statuent (§ 63) que le juge désigne les experts. Le mot est pris dans un sens générique. Au § 64, nous voyons que les experts nommés officiellement pour certains genres d'expertises sont à consulter avant d'autres. Ces experts officiels existent dans le royaume de Prusse pour les cas médico-légaux. C'est ce que nous voulons mettre en parallèle avec le système libre. Les autres paragraphes se rapportent à l'obligation de remplir l'office d'expert, si l'on ne veut s'exposer à une amende de 300 à 600 marcs (375 à 750 francs), plus au paiement des frais occasionnés par la non-obéissance; ils concernent aussi les cas de récusation d'un expert et ceux où il peut refuser son action. Le § 69 dit que le Juge d'Instruction doit diriger l'activité des experts autant que cela lui paraît nécessaire, ce qui nous semble d'une application difficile. Le § 73 établit la possibilité d'ordonner plusieurs expertises ou de recourir à une autorité spéciale, consacrant ainsi le système des corps consultatifs tels que nous les verrons aussi en Prusse. Au § 77, le médecin du dé-

funt. dans sa dernière maladie, est exclu de l'autopsie ordonnée; un autre alinéa permet que le juge n'appelle aucun médecin pour une inspection extérieure de cadavre (*Leichenschau*). Le § 81 remet les analyses chimiques à une autorité chargée de ces recherches, facultativement sous la direction d'un médecin.

Il en ressort que l'expert médico-légal est recuse comme un juge et qu'il refuse son office dans les mêmes cas qu'un témoin. Il est contrôlé dans son activité par le juge. C'est à celui-ci à demander le sur-arbitre (§ 73); les institutions existantes à cet effet dans l'empire continuent à subsister. Quiconque est nommé officiellement pour les recherches medico-legales — ou pratique officiellement la science nécessaire à l'expertise, — ou s'est déclaré devant les tribunaux prêt à le faire, ne peut se soustraire à l'obligation de fournir un rapport. L'inspection d'un cadavre se fait dans la règle avec l'aide d'un ou deux médecins, sauf dans le cas de simple inspection extérieure (*Leichenschau*), où le juge décide de l'opportunité.

Au point de vue des garanties données aux tribunaux pour la compétence de l'expert, le § 81, qui remet l'analyse chimique à des hommes spéciaux, plus ou moins sous le contrôle d'un médecin, est la disposition nouvelle la plus importante. Sans nous arrêter à ce qui peut exister dans les autres pays de l'Allemagne, nous allons examiner quelle organisation le royaume de Prusse met à la disposition du Juge d'Instruction pour l'expertise médico-légale. Le code allemand statue que là où les experts officiels existent, ils sont à con-

sulter avant d'autres. Le Juge d'Instruction n'a donc pas à décider de la compétence des personnes désignées pour les expertises, qui sont le *Kreisphysicus* et le *Kreischirurgus* (Physicus de cercle et chirurgien de cercle. V. Chap. II, B.). Le *Kreisphysicus* doit être docteur en médecine, grade universitaire en Allemagne, être admis comme médecin, et, ce qui nous paraît le plus important, avoir subi des épreuves spéciales devant le comité scientifique pour le service de santé (Wissenschaftliche Deputation). Il est nommé par le Ministère de l'Organisation sanitaire, Cultes et Instruction publique, ainsi que le chirurgien, son aide. Ce sont des fonctionnaires dépendant immédiatement du gouvernement central, contrôlés pour le service de santé par les autorités de province. Ce qui est surtout à constater, c'est que, outre les examens professionnels qui portent déjà sur la médecine légale, il est exigé de ces experts un examen spécial qui demande des connaissances plus précises. Ce contrôle ne se fait nulle part ailleurs aussi complètement.

Les collèges médicaux de province, 1^{re} instance en sur-arbitre, sont composés de représentants des branches les plus importantes de la médecine (Instr. des 23 Oct. 1848, § 3. Med. coll.). Nous avons vu au Chapitre II que ce recours peut être demandé par les parties aussi bien que par le tribunal, et que, dans certains cas énumérés, il est légalement obligatoire.

Dans les cas où un sur-arbitre est demandé après rapport du Collège médical, il faut en référer au Comité

scientifique central (Wissenschaftliche Deputation). La même Instruction du 23 janvier 1817 fixe son organisation et son fonctionnement. Nous avons traduit plus haut ce qui concerne notre travail dans cette Instruction. Il est statué que toutes les branches de la science médicale doivent être représentées dans ce comité, et cela par leurs représentants les plus éminents (§ 3 Wiss. Déput.). Cette composition offre donc les garanties possibles de meilleure compétence. Le comité doit faire son rapport sur réquisition des tribunaux. Des dispositions sont prises au sujet des travaux eux-mêmes. Dans la règle, deux rapporteurs sont nommés (§ 15) qui font leur rapport séparément. La discussion a lieu en séance (§ 19), après quoi il y a votation (§ 23). Le rapporteur a ensuite à rédiger l'opinion du comité d'après le vote. Toute minorité peut faire aussi parvenir ses conclusions au Ministère (§ 27).

En résumé, nous trouvons là des experts (Physici) qui ont donné des preuves de leur savoir, — un contrôle obligatoire dans certains cas, consistant dans les collèges médicaux de province composés eux-mêmes de façon à en assurer la compétence, et, en troisième lieu, — un sur-arbitre, le Comité scientifique, qui doit réunir, d'après ses statuts, les autorités les plus considérables dans la matière en Prusse, et dont le mode de procéder est entouré d'exigences qui augmentent la valeur des travaux. Au point de vue des garanties scientifiques ces conditions sont parfaitement conçues. Nous avons vu pourtant que le code allemand a cru devoir les modifier quelque peu en faisant la part large au juge, en lui don-

nant la désignation du nombre des experts (Entwurf einer deutschen Strafprocessordnung, § 63), en lui permettant d'en demander d'autres que ceux qui sont nommés officiellement quand le cas l'exige (§ 64), en lui donnant la conduite de l'expertise (§ 69), en lui attribuant le droit de demander un sur-arbitre, ou l'avis d'un corps consultatif (§ 73), enfin en l'autorisant à procéder à l'inspection extérieure d'un cadavre (Leichenschau) sans la présence d'un médecin (§ 77). Le motif est donné dans le principe de la libre appréciation des preuves par le juge. La discussion de ce point de vue juridique n'appartient pas à ce travail.

En Suisse, dans le canton de Berne, le juge choisit les experts comme en France (Bern. Processb. II^{tes} Büch. Tit. VI. Kap. II, art. 99). Cependant nous voyons une circulaire de la Chambre d'accusation du 4 juillet 1860 rappeler à ces magistrats que les médecins patentés et examinés dans le canton même sont seuls à appeler pour les expertises médico-légales. La nouvelle Constitution fédérale peut avoir modifié cet état de choses. Nous ne savons pas qu'il y ait eu jusqu'ici conflit à ce sujet. Il semble que la liberté relative d'établissement pour les professions libérales donne au juge le droit de prendre pour expert tout médecin admis à pratiquer dans le canton, si cela n'entraîne même plus loin. Ce point délicat devra influencer sur le mode d'organisation sanitaire, qui ne peut manquer d'avoir lieu une fois ou l'autre.

Dans le canton de Vaud, la loi exige de l'expert médico-légal la patente de médecin ou de chirurgien

de 1^{re} classe (Loi du 5 décembre 1837, Chap. 1^{er}, art. 1^{er}). Le professeur de chimie de l'Académie cantonale et les maîtres pharmaciens peuvent seuls être requis pour les analyses chimiques, — les vétérinaires patentés rapportent dans les cas de leur profession.

Dans le canton de Berne, le procès-verbal de l'expertise et l'appréciation des experts doivent être soumis au Conseil de santé pour avis.

Dans le canton de Vaud, les experts sont aussi placés sous la direction d'un Conseil de santé (art. 5), qui a à donner son avis à propos de rapports médico-légaux sur la demande des autorités judiciaires (art. 4). Le contrôle est donc à Berne obligatoire, et c'est ce qui distingue ce mode de fonctionner de ce que nous avons vu jusqu'ici. Avant de se produire au tribunal, il y a révision et examen de l'expertise elle-même. L'expérience a prouvé que souvent il était fort utile d'en agir de cette façon, soit pour la forme du rapport, soit pour son contenu.

En résumé, nous nous trouvons en présence de trois systèmes : 1^o le système libre, avec libre choix des experts dans une certaine classe de personnes, sans contrôle pour leur mode de procéder, système suivi en France avec quelques modifications que le temps a jugées ; — 2^o le système des Physicats (Physikats-System), où l'expert médico-légal, toujours le même, est un fonctionnaire de l'Etat, où l'Etat a pourvu aussi à la demande de sur-arbitre par la création des corps consultatifs. A côté de ce rouage subsiste toujours le premier système représenté par la consultation médico-

légale ; — 3° le système mixte, que nous trouvons en Suisse, dans le canton de Berne surtout, où l'expert est désigné suivant le premier mode, mais où son rapport passe obligatoirement par une révision et un examen d'un Conseil ad hoc.

Nous avons vu le nouveau code allemand remettre au juge le choix de l'expert de tout genre, et là où le système des Physici ne fonctionne pas, laisser ce choix à son appréciation pour l'expertise médico-légale comme pour les autres. C'est aussi l'usage en France et en Suisse. Il est possible que cette règle soit préférable pour le juge, relativement au principe de la libre appréciation des preuves par celui-ci, accepté par les législateurs allemands. Nous ne pouvons discuter cette question à ce point de vue qui sort de notre domaine. Les inconvénients que nous y voyons sont scientifiquement une moins grande compétence reconnue, comme nous croyons l'avoir établi, et les conséquences nécessaires qui en résultent, c'est-à-dire des défauts plus fréquents dans la forme, dans l'observation même des faits et leur appréciation. Il s'en suit que les opinions des experts diffèrent d'autant plus souvent — qu'il y a discussion scientifique devant les tribunaux, incapables d'apprécier les preuves elles-mêmes, et qui s'attacheront souvent plutôt à l'habileté oratoire de l'expert.

La dignité de l'expertise en souffre, le coupable profite de l'incertitude où sont les jurés, incertitude qui est souvent inhérente au cas particulier mais qui réside souvent aussi dans sa généralisation. Le but de l'expertise, soit la recherche du crime ou délit, non-seu-

lement n'est rempli qu'imparfaitement dans ces conditions, mais il peut être entravé.

Un autre inconvénient du système qui admet tous les médecins comme experts, au choix du juge, est de trop disséminer pour chaque praticien les occasions de se perfectionner et de s'instruire, d'écarter par là celui qui voudrait s'occuper plus spécialement de cette branche de la science médicale. Ce mode de désigner l'expert, employé en Suisse comme en France, arrête la médecine légale dans ses progrès. Les cas restent isolés, ne sont pas publiés, ne peuvent être comparés entre eux. En Suisse, les membres du Conseil de santé chargés de contrôler les expertises peuvent suppléer dans une certaine mesure à cet inconvénient. Nous avons vu dans notre chapitre 1^{er} (Historique) que la science allemande était bien plus active en médecine légale que la science française; les publications périodiques plus nombreuses et les méthodes d'enseignement plus parfaites ne peuvent-elles avoir aussi au nombre de leurs causes le mode de désignation de l'expert et ses conséquences? Si cela était prouvé, ce serait un premier poids dans la balance en faveur des experts attitrés. Leur plus grande compétence reconnue est cependant ce qui semble donner la plus grande valeur au système des fonctionnaires. Nous avons vu en Prusse quelles conditions sont exigées des Physici pour pouvoir être nommés à leurs fonctions. Nulle part non plus les précautions ne sont prises aussi complètement pour assurer la compétence des corps consultatifs qui fonctionnent en sur-arbitre accidentellement ou, dans certains cas, obligatoi-

rement. Ce système offre pour inconvénient de répugner au mode d'administration de certains pays; en Suisse surtout, où la multiplication des fonctionnaires est évitée autant que possible.

Quoique les examens demandés en Suisse semblent suffisants pour garantir la compétence de la personne médicale apte à être désignée comme expert dans son domaine, il serait possible de créer une élite qui réunirait plus ou moins les avantages du système libre et du système des fonctionnaires. La révision de la Constitution fédérale a créé pour le corps médical un *modus vivendi* de transition dont on ne connaît encore bien exactement les défauts. L'article 33 de la Constitution est ainsi conçu : « Les cantons peuvent exiger des preuves de capacité de ceux qui veulent exercer des professions libérales. La législation fédérale pourvoit à ce que ces derniers puissent obtenir à cet effet des actes de capacité valables dans toute la Confédération. » Nous avons vu le gouvernement du canton de Berne interdire au juge de choisir pour expert médico-légal d'autres médecins que ceux examinés par lui. Une réciprocité d'établissement existe déjà entre les cantons en suite du 2^e alinéa de l'art. 33. Il sera statué plus complètement sur cet objet, mais, pour le moment, il résulte de l'état actuel des choses que la prise de patente devient le criterium, et non l'examen cantonal. C'est à ceux qui accordent les patentes à peser la valeur des diplômes qui leur sont fournis à l'appui des demandes d'établissement et qui doivent remplacer l'examen dans le canton. La question est

trop actuelle pour que nous puissions la discuter maintenant et prévoir, à propos des expertises médico-légales, des inconvénients peut-être imaginaires. Il nous semble pourtant qu'il serait possible de créer un examen spécial pour les médecins qui veulent s'occuper de médecine légale, dans le but d'assurer aux tribunaux un secours plus certain par des études plus spéciales chez des hommes qui deviendraient les premiers à être appelés, sans pourtant que cela soit obligatoire. Ce serait remplir la lacune que nous avons vu être sentie en France, et à laquelle on a voulu parer par une désignation à l'avance des experts, mais en laissant cette nomination à un magistrat dont le choix ne peut être guidé, strictement, par l'appréciation du savoir. L'expert dont le travail serait rétribué suivant les causes, aurait d'abord plus approfondi la science médico-légale, s'en occuperait ensuite plus activement qu'un praticien ordinaire, dont c'est le moindre des soucis, et par l'habitude qu'il en aurait prise rencontrerait moins de difficultés pratiques. Le tout est peut-être une question d'émoluments. Ce mode mixte de désignation de l'expert médico-légal favoriserait aussi l'examen comparatif des cas et ferait travailler davantage. Il aurait l'avantage de ne pas rendre obligatoire un fonctionnaire pour remédier aux défauts du système libre. Il éviterait, cas échéant, la création tout d'une pièce de ce rouage. Il serait possible de préparer ainsi peu à peu un nombre suffisant d'hommes spéciaux et vraiment capables, ce qu'une simple nomination ne suffirait pas à effectuer,

surtout si l'on en arrivait subitement à un autre système.

Le sur-arbitre, en France, n'est qu'un troisième expert; en Prusse, c'est un corps consultatif dont la composition garantit la compétence. Les mêmes raisons qui nous ont fait parler en faveur de l'expert attitré nous font préférer le système des corps consultatifs. Ils réunissent des garanties plus nombreuses de critère impartial à côté de la sécurité de compétence, et cela surtout à cause de la discussion scientifique plutôt qu'oratoire qui doit précéder leur rapport. Les législations suisses, qui font passer tous les rapports par un contrôle de ces corps consultatifs, ne nous paraissent pas exagérer les précautions. Il nous semble que l'expert capable doit se féliciter de cette révision qui peut relever en temps utile des vices de forme. Elle est justifiée vis-à-vis des rapports imparfaits où le but de la justice, qui est de s'éclairer, est manqué; car ce but, seule cause de l'expertise, doit être seul poursuivi pendant l'expertise.

Une tendance assez générale de notre époque est de reculer de plus en plus les barrières que l'on avait établies autrefois autour des professions libérales. Les garanties exigées pour la pratique de la médecine pourraient bien, en face de cette tendance, diminuer encore ou même disparaître tout à fait. La médecine libre créerait à la médecine légale une position à part. Il est clair qu'un expert médico-légal doit fournir des garanties de compétence. L'appréciation du juge, comme nous avons voulu le faire ressortir, n'est pas une garantie; les

mêmes faits par lesquels le vice du système libre de désignation des experts s'est fait sentir prouvent, en même temps que la faiblesse du médecin, le défaut du magistrat. Il faudrait alors en venir nécessairement au système des fonctionnaires ou à celui des examens spéciaux sur la matière. Il est inutile de répéter à ce sujet ce que nous avons dit plus haut, qui reste parfaitement applicable à ce cas éventuel.
